Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Avignon, manifestation interdite dans l'intramuros ce samedi 31 octobre



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

À la veille des rassemblements annoncés ce samedi 31 octobre, la préfecture de Vaucluse maintient l'interdiction de manifester dans le centre-ville d'Avignon et autour des remparts. La Ville reconduit, de son côté, un dispositif de sécurité renforcé pour protéger les habitants, les commerces et prévenir d'éventuels débordements.

Samedi 31 octobre s'annonce sous haute vigilance à Avignon. Alors que de nouveaux rassemblements sont attendus, la préfecture de Vaucluse a confirmé l'interdiction de toute manifestation dans l'intra-muros et sur les rues et boulevards qui ceinturent les remparts. L'Union syndicale Solidaires 84, a annoncé un rassemblement à 10h, devant la préfecture, boulevard Limbert. Mais le parcours déposé se situe intégralement dans le périmètre frappé d'interdiction et après des échanges avec les organisateurs, aucun itinéraire alternatif n'a été mentionné.

Solidaires 84

Solidaires 84 conteste cette décision et a engagé un référé-liberté devant le tribunal administratif de Nîmes, afin d'en demander la suspension. Le syndicat maintient son appel à la mobilisation, notamment à la porte Saint-Lazare. La contestation porte aussi sur le fond : les organisations mobilisées défendent le droit de manifester, dénonce la vie chère et réclame des augmentations de salaires, tout en apportant leur soutien aux revendications de la jeunesse. La CGT du Vaucluse appelle également à la mobilisation et évoque une grève le 5 novembre.

Le précédent du 24 octobre

Samedi 24 octobre, plus de 700 personnes s'étaient alors rassemblées malgré l'interdiction préfectorale. Cinquante-trois amendes avaient été dressées et une trentaine de personnes interpellées. Une mobilisation qui s'était déroulée dans une ambiance relativement calme.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026



Copyright Mireille Hurlin

Des commerces placés sous surveillance

Pour éviter que les événements ne dégénèrent, la municipalité reconduit un dispositif comparable à celui de la semaine précédente. Les équipes d'astreinte et les effectifs de la police municipale seront renforcés. Une coordination opérationnelle étroite avec la police nationale permettra de transmettre rapidement les informations et de faciliter les interventions. Autre mesure préventive, une grande partie des conteneurs à déchets sera retirée des secteurs sensibles.

La Ville

La Ville veut protéger les commerçants, particulièrement exposés lorsque les tensions gagnent les rues commerçantes. La plateforme gratuite 'Mon Avignon Alerte' sera réactivée. Accessible sur smartphone, elle permet aux professionnels inscrits de recevoir des SMS géolocalisés et de signaler directement un incident aux services municipaux. Après vérification, les alertes peuvent être relayées auprès des autres commerces du secteur. Les commerçants intéressés doivent se rapprocher de leur fédération ou de leur

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

association professionnelle pour obtenir un code d'accès.

Un dispositif dans un contexte tendu

Cette nouvelle journée de vigilance trouve son origine dans les événements du 17 octobre. Ce jour-là, une mobilisation avait dégénéré en violences urbaines à Avignon. Près de 12 commerces avaient vu leurs vitrines brisées, certains avaient été pillés et la gare SNCF avait également été prise pour cible. Vingt-deux policiers avaient été blessés et 21 personnes interpellées. La préfecture estime que les mesures déployées le 24 octobre ont permis d'éviter de nouvelles dégradations et des pillages. Pour ce samedi, elle maintient la même ligne de conduite : aucun rassemblement, cortège ou manifestation n'est autorisé dans l'intra-muros ni sur les rues et boulevards entourant les remparts. Le couvre-feu concernant les mineurs non accompagnés d'un adulte est également reconduit samedi 31 octobre de 18h au dimanche 1er novembre à 6h, dans l'intra-muros et certaines zones commerciales, notamment Cap Sud, Mistral 7 et Aushopping Avignon Nord. Participer à une manifestation ou à un regroupement dans le périmètre interdit expose à une contravention de quatrième classe, pouvant atteindre 750€.

Mireille Hurlin

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026



Copyright Mireille Hurlin

Violences : Les maires de Vaucluse veulent défendre la République

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026



« Il est temps de défendre la République sans ambiguïté. » C'est ce que viennent de proclamer les élus de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) suite aux violences du week-end lors d'une réunion des maires qui s'est tenue aujourd'hui à l'hôtel de ville de Courthézon.

Réunis en conseil d'administration ce lundi 19 octobre à l'hôtel de ville de Courthézon à l'initiative de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), de nombreux maires, élus locaux et citoyens ont ensuite participé à un rassemblement républicain destiné à exprimer leur soutien aux communes, agents publics, forces de l'ordre ainsi qu'à l'ensemble des victimes des violences, dégradations et pillages survenus ces derniers jours dans plusieurs villes françaises.

> « Une mairie n'est pas un bâtiment comme un autre. »
>
> *Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'AMV*

À cette occasion, les maires du Vaucluse ont fait tout particulièrement part de leur 'stupéfaction et de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

leurs inquiétudes' face aux attaques contre les bâtiments publics et les agents communaux survenus dans des mairies ce samedi 17 octobre.
« Une mairie n'est pas un bâtiment comme un autre, insistent Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'AMV. Dans nos communes, particulièrement dans les territoires ruraux, elle représente la proximité, le service public, la solidarité et la présence concrète de la République au quotidien. Attaquer une mairie, un commerce ou un équipement public, c'est se dissocier totalement et volontairement du pacte républicain qui s'impose à nous. Les conséquences de ces choix doivent être assumées et l'Etat doit y répondre fermement. »



Malgré la pluie, Pascale Bories, maire de Villeneuve-lès-Avignon, a réuni ses élus et ses administrés lors d'un rassemblement républicain qui s'est tenu devant l'hôtel de ville de la cité cardinalice.
Crédit : Jérémie le Maoût/DR

Plusieurs rassemblements devant les mairies de Vaucluse
En marge de la mobilisation des maires de Vaucluse suite à leur conseil d'administration qui s'est tenu à Courthézon, plusieurs communes ont prévu des rassemblements de soutien devant leur mairie aujourd'hui.
Répondant ainsi à la mobilisation de l'Association des Maires de France (AMF), Thierry Lagneau, maire de Sorgues et son conseil municipal ont ainsi invité les Sorguais à se rassembler à 12h, sur le parvis du centre administratif.
De l'autre côté du Rhône (voir photo ci-dessus), c'est à Villeneuve-lès-Avignon que Pascale Bories a réuni élus et concitoyens lors d'un rassemblement républicain clôturée par une minute de silence respectée en hommage « à tous ceux et celles qui au péril de leur vie assurent la protection des autres, forces de l'ordre, pompiers et services de secours ».
« La démocratie a besoin de débats, de contradictions et parfois de désaccords profonds. Mais elle ne

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

peut vivre sous la menace et l'intimidation », rappelle l'élue gardoise, aussi vice-présidente du Grand Avignon.
Plus tard, c'est devant l'hôtel de ville de l'Isle-sur-la-Sorgue et celui d'Avignon que les habitants ont été conviés à se réunir à partir de 18h afin de condamner ces violences et de réaffirmer leur attachement aux valeurs de la République.

« Les maires du Vaucluse s'indignent de ces violences, dégradations et pillages commis ces derniers jours, poursuivent les deux élus, respectivement maires La Tour d'Aigues et l'Isle-sur-la-Sorgue. Rien ne peut justifier que l'on incendie, que l'on détruise ou que l'on attaque les symboles de la République. Ils alertent également sur la responsabilité de ceux qui entretiennent les ambiguïtés face à ces violences et qui ainsi soufflent sur les braises de groupuscules d'ultra-gauche venus pour semer le chaos et rendant ainsi inaudibles de légitimes revendications portées par de nombreux Français manifestant dans le calme. »

> « À ceux qui détruisent, nous répondons par l'unité. »

Appel à une réponse ferme et exemplaire de l'État
Dans ce cadre les maires réunis à Courthézon, sous la houlette de Nicolas Paget, maire de la commune, ont appelé l'État, le Gouvernement et l'autorité judiciaire « à apporter des réponses rapides, fermes et exemplaires face à ceux qui s'attaquent aux institutions, aux biens publics et aux acteurs économiques qui font la vie quotidienne des villes et villages ». Dans la foulée, les maires vauclusiens ont également tenu à rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui font vivre la République au quotidien : les élus locaux, les agents territoriaux, les policiers, les gendarmes, les militaires, les sapeurs-pompiers, les services de secours, mais aussi les commerçants.

« Face à ceux qui choisissent la destruction, les maires du Vaucluse répondront par leur profond attachement à l'ordre républicain, au respect des règles communes du contrat social afin de permettre aux citoyens de vivre en paix. À ceux qui détruisent, nous répondons par l'unité. À ceux qui divisent, nous répondons par l'amour de la République. À ceux qui pillent, nous répondons par le travail », martèlent les deux coprésidents de l'AMV.

Laurent Garcia

Le monde économique se mobilise également
« Au lendemain d'une nuit de violences urbaines d'une intensité rare, Les Entrepreneurs Sud (ndlr : ex-CPME) expriment le choc et la colère de nos commerçants et artisans », explique dans un communiqué

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

l'organisation patronale présidée en Paca par Alain Gargani.
« Face aux pillages qui ont dévasté nos centres-villes, l'organisation déploie un accompagnement d'urgence, poursuit ce dernier. Elle appelle à une mobilisation générale et conjointe de l'État, des assurances et de l'ensemble des réseaux consulaires et des citoyens pour sauver notre tissu économique de proximité. Détruire une vitrine ou un atelier, c'est anéantir des années de labeur. Nos artisans font vivre l'économie locale au quotidien. Nous n'attendons plus des paroles de compassion, mais des actes : des sanctions fermes et un déblocage immédiat des indemnisations. »

Même indignation pour le Medef Vaucluse qui rappelle « la mise en place par la direction nationale de l'Urssaf d'un dispositif d'accompagnement destiné aux établissements saccagés. Le recensement des établissements concernés sera engagé auprès des chambres de commerce et d'industrie (CCI), afin d'identifier les entreprises sinistrées et de faciliter leur accès aux mesures de soutien. Le Medef Vaucluse reste attentif à la situation des entreprises du territoire et salue la réactivité de l'Urssaf. Il appelle à une mobilisation coordonnée des acteurs économiques et institutionnels pour permettre aux établissements sinistrés d'être identifiés et accompagnés dans les meilleurs délais. »

« Les commerçants veulent des protections, pas des allocutions ! »
De son côté la Fédération nationale de l'habillement (FNH) estime que cette situation aggrave une conjoncture déjà très difficile.
« Ces violences frappent des commerçants déjà fragilisés par une conjoncture économique particulièrement dégradée depuis plusieurs mois, déclare Pierre Talamon, président de la FNH. Pour les entreprises concernées, les conséquences des pillages et dégradations risquent d'être lourdes : pertes de marchandises, fermetures temporaires, difficultés de trésorerie, retards dans les paiements des charges, des fournisseurs ou des loyers. »

Enfin, le SDI (Syndicat des Indépendants et TPE) s'adresse directement au président de la République : « Monsieur le Président, les commerçants veulent des protections, pas des allocutions ! »
« Les commerçants n'ont pas besoin d'une condamnation supplémentaire des violences, prévient Marc Sanchez, secrétaire général du SDI. Ils ont besoin de pouvoir ouvrir leurs magasins sans craindre de les retrouver détruits. Ils n'ont pas à payer le prix des débordements ni celui d'une protection insuffisante. Ce soir, les mots ne suffiront pas. Nous attendons des actes. On ne peut prétendre défendre le commerce de proximité sans commencer par le protéger. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Avignon : la démocratie prise à la gorge



Sous la pression d'associations hostiles à la participation de certaines personnalités aux universités de rentrée d'Oser la France, le Rouge-Gorge a pris la décision de ne plus accueillir l'événement du mouvement de Julien Aubert. Alors que le préfet de Vaucluse assure qu'il n'y a aucun risque à l'ordre public, ce dernier annonce que les universités de rentrée de son mouvement se dérouleront bien dans un lieu tenu secret.

« Le théâtre qui accueillait nos universités de rentrée le 17 octobre prochain, a décidé d'annuler unilatéralement notre réservation, rompant ainsi le contrat qui nous liait, s'indigne Julien Aubert, président d'Oser la France et vice-président du parti Les Républicains. Cette décision intervient après une campagne de pression orchestrée contre lui par des collectifs d'extrême gauche déterminés à empêcher notre rassemblement. Ils ne se sont pas attaqués à nous, à nos invités mais au théâtre en le rendant responsable et solidaire de nos choix politiques. Confronté à une vague d'intimidation et de boycott, celui-ci a été contraint de rompre le contrat. »

Des invités clivants

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Depuis plusieurs jours, une vingtaine de collectifs, d'associations de syndicats vauclusiens s'était mobilisé pour dénoncer la présence dans ce lieu culturel de certains participants à ces universités de rentrée. Tout particulièrement, Sarah Knafo, l'eurodéputée du parti d'extrême-droite Reconquête d'Eric Zemmour ou encore François Fillon, l'ancien premier ministre LR. Parmi les opposants à ces venues on retrouve notamment selon nos confrères d'Ici Vaucluse : No Pasaran 84, le Pôle LGBT Vaucluse, Noustes 84…

> « Oser la France cherche à saper les valeurs fondamentales de notre République. »
>
> *Les opposants à la tenue des Universités d'Oser la France*

« Derrière le masque d'un programme politique, 'Oser la France' cherche à saper les valeurs fondamentales de notre République avec un programme de 'préférence culturelle' clairement discriminatoire et islamophobe, expliquent les opposants à la tenue de l'événement dans une pétition réclamant l'annulation des universités à Avignon. En proposant d'ajouter un traitement différencié de l'islam par rapport aux autres religions à la loi de 1905, ils souhaitent détruire la laïcité française. Une telle action menacerait l'harmonie sociale et mettrait en péril l'égalité et la solidarité qui cimentent notre communauté. Le Rouge Gorge dissimule cette rencontre pour ne pas ternir son image et se réfugie derrière des arguments administratifs, refusant une prise de position ferme contre cette organisation discriminatoire. Nous devons donc agir maintenant pour empêcher ces événements de se dérouler à Avignon. En annulant leur venue, nous faisons un pas actif non seulement contre la propagation de discours de haine, mais affirmons notre engagement envers une société inclusive et respectueuse des différences. »

> « La location de nos espaces ne vaut pas adhésion aux idées. »
>
> *La direction du Rouge Gorge*

« Le Rouge Gorge est un lieu indépendant qui accueille tout au long de l'année des spectacles, des artistes, des entreprises, des associations et des événements privés, dans le cadre de sa programmation, de coopérations ou de prestations de location et de privatisation, rappelle la direction du lieu culturel avignonnais afin de justifier sa décision. La réservation concernée avait été conclue dès 2025 pour accueillir une édition de l'Université d'été de cette organisation, réservée à ses membres et sympathisants. Elle relevait d'une prestation de service privée, et non d'une programmation portée par le Rouge Gorge. Nous n'en avons déterminé ni les thèmes ni le contenu, et nous n'avons choisi ni invité ses intervenants.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Oser la France au Rouge Gorge depuis 2024
C'est en septembre 2024 que Julien Aubert a organisé les premières universités de rentrée d'Oser la France à Avignon après les avoir tenues jusqu'alors à la Fruitière numérique de Lourmarin. Pour l'occasion, les invités 'vedettes' de cet événement inédit dans la cité des papes étaient Robert Menard, maire de Béziers, Karim Zeribi, co-fondateur du Conseil mondial de la diaspora algérienne (CMDA) ou bien encore l'ancien ministre Jean-Louis Borloo. La manifestation se tenant déjà au Rouge Gorge.
Même endroit l'année suivante pour l'édition 2025 où l'invité d'honneur était Bruno Retailleau. Alors ministre de l'Intérieur, l'actuel président Les Républicain, n'avait finalement pas pu être présent, retenu à Paris, en raison de la démission soudaine du gouvernement Bayron dont il était membre.

La location de nos espaces ne vaut pas adhésion aux idées, aux prises de position ou aux engagements des organisateurs et de leurs intervenants. La diversité des événements accueillis depuis quatre ans, notamment à l'initiative de formations politiques telles que Place Publique ou le Parti socialiste et d'associations culturelles ou militantes, témoigne de cette pratique. Nous maintenons pleinement cette distinction. Notre responsabilité est également de préserver l'indépendance de notre établissement, son fonctionnement et le travail que nous menons avec les artistes, les publics et les partenaires du territoire. La dimension prise par cet événement dépasse désormais le cadre de la prestation initialement convenue, susceptible qui plus est, de venir troubler l'ordre public. Nous en avons pris acte et nous l'avons entendu. Or, en responsabilité nous souhaitons conserver la maîtrise de notre activité, de nos engagements et de l'identité de notre lieu. C'est aussi au regard de cette exigence que nous avons décidé de ne pas donner suite à cette prestation de location. »

> « Agiter le spectre de la violence pour empêcher une réunion politique est inacceptable. »
>
> *La préfecture de Vaucluse*

Un potentiel trouble à l'ordre public que ne semble cependant pas partager Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. « Cet événement devait réunir plusieurs personnalités politiques de gauche comme de droite, explique la préfecture de Vaucluse. Il est annulé sous la pression conjuguée d'associations et de syndicats dénonçant la présence parmi elles de François Fillon ou encore de Sarah Knafo. L'organisateur mentionne à l'appui de sa décision des risques de troubles à l'ordre public. La préfecture conteste tout risque avéré pour l'ordre public, et toute incapacité des forces de police à faire face aux éventuelles manifestations. Le préfet de Vaucluse regrette qu'un climat de pression conduise à l'annulation d'un événement politique et fasse peser le risque d'une restriction de fait du débat public. Agiter le spectre de la violence pour empêcher une réunion politique est inacceptable, et constitue une vraie menace pour la démocratie. La confrontation des idées doit relever du débat, non de l'intimidation ou de la censure des

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

idées divergentes. Attaché au pluralisme, à la liberté d'expression et au respect des principes démocratiques, le préfet de Vaucluse appelle à faire vivre, par le dialogue et la contradiction, une vie publique ouverte à la diversité des opinions. »



Crédit : DR/Oser la France

Des universités de rentrée à celles de la résistance

Au final, les universités de rentrée d'Oser la France devrait bien se tenir dans la cité des papes.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

« Face à cette tentative de censure, Oser la France ne cède pas. Nos universités auront bien lieu le samedi 17 octobre à Avignon, dans un nouveau lieu tenu secret pour le protéger des intimidations », assure Julien Aubert.
« Quand l'intimidation, les menaces à peines voilées et les pressions visent à faire taire le débat, les personnes et les idées ou les œuvres, cela porte un nom : le fascisme, dénonce l'ancien député de Vaucluse, également un temps candidat à la maire d'Avignon. Parce que la liberté de débattre ne se négocie pas, nos universités de rentrée deviennent les universités de la résistance ! »

Tout savoir sur la Manifestation de jeudi 18 septembre contre l'austérité



Le cortège des manifestants se rassemblera jeudi 18 septembre à 10h30, cours Jean Jaurès à Avignon pour emprunter la rue de la République puis se diriger place du Palais des papes où la manifestation se clôturera en fin de matinée. Objet de cette mobilisation ? Les mesures budgétaires brutales annoncées sous le gouvernement Bayrou cet été et alors que le nouveau

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

1er ministre Sébastien Lecornu ne les a pas toutes écartées.

Aux manettes ? Une intersyndicale motivée parmi lesquels : FO (Force ouvrière), La CFDT (Confédération française démocratique du travail), la CGC (Confédération générale des cadres), la CGT (Confédération Générale du Travail), FSU (Fédération syndicale unitaire, organisation syndicale de l'Education nationale et de la Fonction publique), l'UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes de la Fonction publique), l'UPSO (Union de syndicats de pharmaciens d'officine) et l'Union syndicale Solidaires (Syndicalisme de lutte et de transformation sociale)…

Ecoles, pharmacies, retraités, salariés, santé, transports…
Jeudi 18 septembre risque d'être un jour noir pour les transports, les écoles, les pharmacies… Si les demandes sont différentes selon les organisations syndicales, il est question de refuser l'austérité du budget Bayrou ; de mieux partager les richesses entre les profits des grosses entreprises et les salariés ; De demander une revalorisation générale des salaires et également un vrai salaire à temps complet pour les AESH (accompagnement des élèves en situation de handicap) ; de cesser d'augmenter l'impôt sur les salariés et les retraités ; de cesser d'attaquer la Fonction publique ; de donner plus de moyens à la santé et aux hôpitaux ; de contrer la diminution des marges des pharmacies sur les médicaments génériques ; de monétiser la 5e semaine de congés payés pour le transport ; Lutte contre le recul des acquis sociaux…

Ici Vaucluse : les Vauclusiens appelés à soutenir leur radio de proximité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026



Les équipes d'Ici Vaucluse (ex-France bleu Vaucluse) appellent ses auditeurs à venir manifester lundi prochain leur soutien au refus du le projet de rapprochement des entreprises de l'audiovisuel public porté par la ministre de la Culture Rachida Dati. Invoquant une réforme indispensable pour relancer un secteur de l'audiovisuel public en perte d'audience ayant notamment raté le virage du numérique, cette dernière veut mettre en place une holding pour chapeauter Radio France, France Télévisions et l'INA.

> « Notre radio est en danger ! »

« Une grande partie du personnel est en grève illimitée depuis ce jeudi 26 juin 6h du matin pour dénoncer le plan de fusion/olding porté par Rachida Dati, et la volonté de démantèlement du réseau Ici par des équipes d'encadrement parisiennes qui veulent aseptiser nos antennes et les appauvrir de notre ADN : la proximité et le local », dénonce notre confrère Philippe Paupert, porte-parole local de l'intersyndicale de ce mouvement très largement suivi à l'échelle nationale par l'ensemble du réseau Ici.

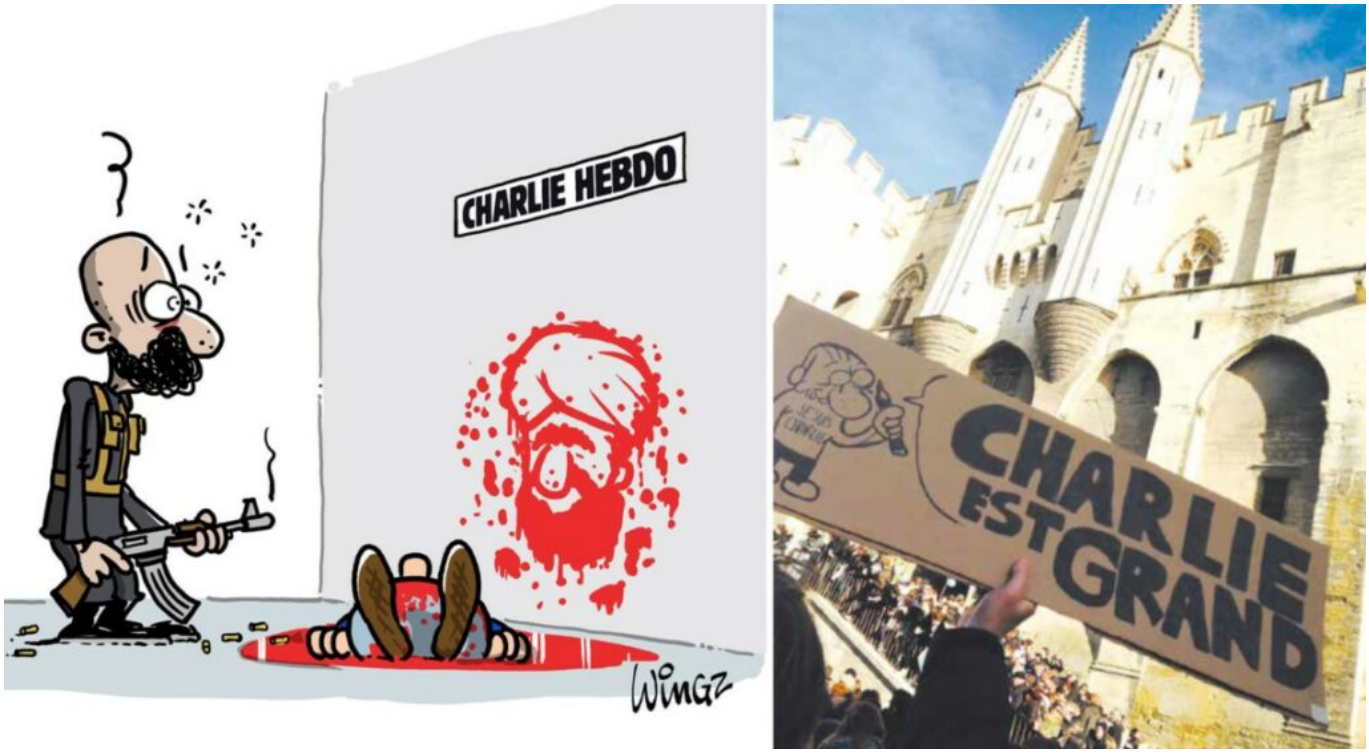
Manifestation de soutien à Ici Vaucluse. Lundi 30 juin. Dès 12h devant les locaux de la radio situés 25, rue de la République. Avignon

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

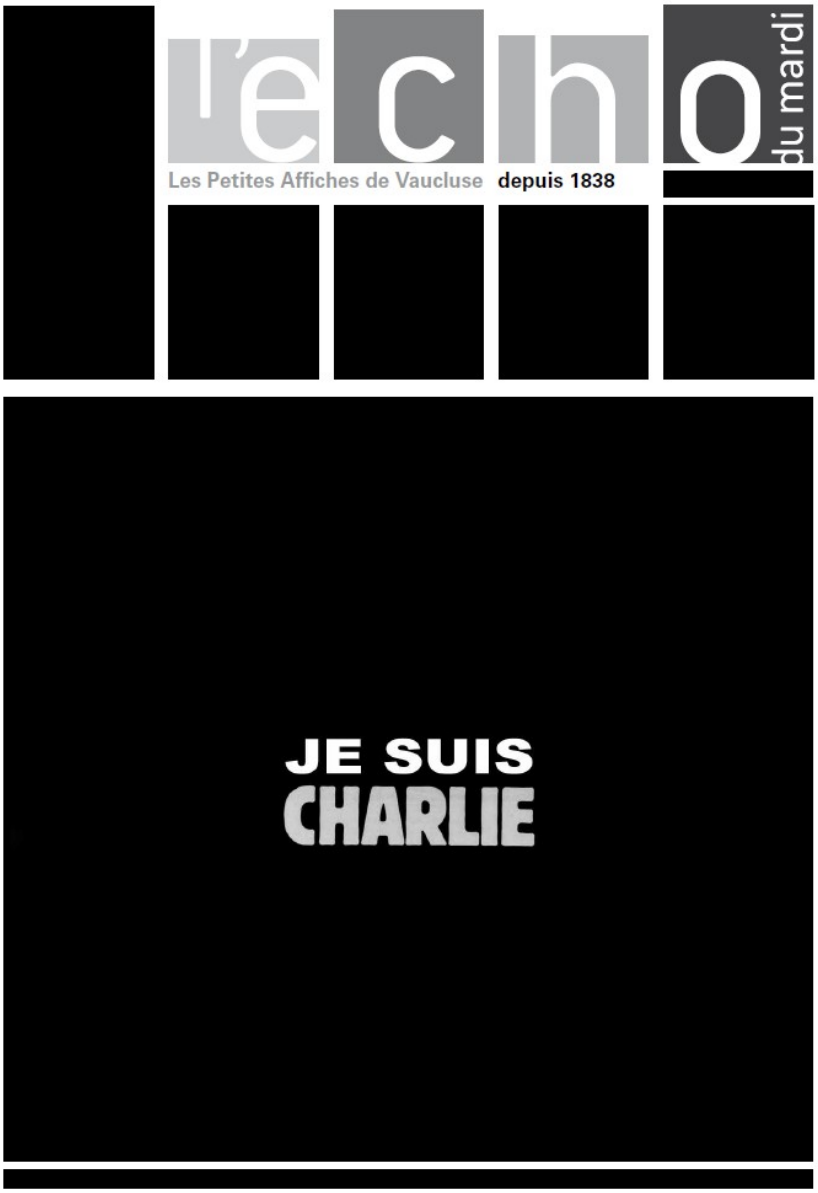
France Bleu Vaucluse devient ‘ici Vaucluse’

Il y a 10 ans, quand le Vaucluse était Charlie



Il y a tout juste 10 ans, le 7 janvier 2015 des terroristes prennent d’assaut les locaux du journal satirique Charlie Hebdo. Dans la foulée, d’autres attaques dans la région parisienne s’en prennent à des policiers ainsi qu’à une supérette cacher. Au total, ces tragiques événements qui dureront jusqu’au 9 janvier feront 17 victimes et 22 blessés.
Partout en France, l’émotion puis la mobilisation sont immenses. En Vaucluse, on assiste ainsi à des rassemblements sans précédent.
Bien au-delà des premières estimations officielles, ils sont près de 30 000 à se déplacer dans les rues d’Avignon afin de participer à l’hommage rendu le dimanche suivant aux victimes des attentats.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839



La ‘Une’ de l’Echo du mardi du 13 janvier 2015.

Ce déferlement sans précédent touche l’ensemble du département. Ils seront ainsi plus de 3 500 à défiler dans les rues d’Apt. Les Vauclusiens seront également chaque fois plusieurs milliers à Cavaillon, Sorgues, Orange et l’Isle-sur-la-Sorgue ainsi que 1 800 à Lourmarin. Dans le même temps, plusieurs centaines de personnes se regrouperont au Thor ainsi que dans des villages comme Sablet, Séguret, Aubignan, Caderousse, Châteauneuf-de-Gadagne, Bédarrides, Vacqueyras, Cucuron, Lauris, Lapalud… Ils seront même 400 sur les pentes du Ventoux.
Dans le Gard rhodanien, les rassemblements attireront plus de 3 000 personnes à Pont-Saint-Esprit et

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

500 à Villeneuve-lès-Avignon. La veille de ces réunions dominicales, plusieurs milliers de vauclusiens avaient déjà participé à des rassemblements à Bollène, Malaucène ou bien encore la Tour d'Aigues.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

DÉCRYPTAGE

« Il est temps de choisir son camp »

« Comment a-t-on pu en arriver là ? Faudra-t-il désormais aux journalistes regarder dans leurs dos dès qu'ils auront bouclé un article ? Un caricaturiste devra-t-il s'inquiéter chaque fois que l'on sonnera à sa porte ? En choisissant de publier dans nos colonnes une sélection des dessins qui ont valu la mort à nos confrères de Charlie hebdo (voir fin de journal), des dessins qui en temps normal n'auraient jamais eu leur place dans nos colonnes, nous prenons le parti de donner tort à ceux qui ont perpétré ces assassinats. Ces caricatures sont maintenant largement plus diffusées que ce qu'aurait pu faire Charlie hebdo.

Cet acte symbolique ne devrait demander aucun courage, encore moins de prendre de risque. Or, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il y aura incontestablement un avant et un après 7 janvier 2015.

Certains affirment que nous sommes désormais en guerre. Comment leur donner tort aujourd'hui ? Des enfants juifs assassinés dans une école, des militaires français (dont plusieurs d'origine étrangère) abattus sans discernement sur le sol national, ce conflit a malheureusement commencé insidieusement depuis de plusieurs années.

Une guerre donc. Mais une guerre contre qui ? Pas contre une religion, pas même contre une civilisation. Ce nouvel ennemi c'est le silence. A l'image de ces minutes de silence où il suffit d'un unique imbécile pour rompre l'élan collectif, il suffit seulement d'applaudir pour l'isoler, le rendre inaudible. »

■ « Dire ce que nous ne sommes pas »

Afin d'éviter les amalgames, il est temps pour les musulmans de France de sortir du silence. Pour dire ce qu'ils sont, mais surtout ce qu'ils ne sont pas. Beaucoup l'ont déjà fait avec force depuis mercredi dernier. Il est temps aussi que les Médias donnent la parole à ces français trop longtemps ignorés. Que nous cessions de mettre en avant uniquement ce qui fonctionne mal dans ce pays et de conditionner les gens au pire. Que nous arrêtions d'effleurer la surface des choses pour nous concentrer sur les grandes questions de ce pays. Sans angélisme, mais sans sensationnalisme non plus.

Enfin, il est temps que nos politiques soient à la hauteur de la mobilisation dont a fait preuve le peuple français ces derniers jours. A cette occasion, il a fait passer un message clair à nos dirigeants : le peuple français est plus courageux, plus responsable et plus ouvert que nos élites, qui ont depuis bien longtemps abandonné l'idée, soit par peur, soit par facilité, soit par profit, de résoudre les problèmes. N'est-il pas révoltant de voir certain d'entre eux se vendre sans scrupules aux pétromonarchies, qui en sous-main financent ceux-là même qui nous ont attaqué ? Quant au parti de l'exclusion, il s'est lui-même exclu de ce formidable élan en jouant la carte de la victimisation, loupant ainsi une l'opportunité de rentrer de plain pied dans le débat républicain.

L'immense mobilisation de dimanche représente une chance unique de réunir la Nation sur ce que nous voulons être demain. Mais pour cela, il est indispensable que nous tous prenions la parole pour dénoncer toutes les dérives. Quant à ceux qui ne disent rien, ils sont déjà les complices passifs des terroristes ou des extrémistes de tous bords. »

Laurent Garcia, rédacteur en chef, l'Écho du mardi



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

L’édito de l’Echo du mardi du 13 janvier 2015.



Manifestation des agriculteurs : acte III en Vaucluse ce vendredi 13 décembre

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026





Demain, vendredi 13 décembre, les agriculteurs de Vaucluse, mais aussi du Gard et de la Drôme, se mobilisent à nouveau. Cependant cette fois-ci, après les deux premières manifestations qui se sont déroulées à Avignon le lundi 18 et le mercredi 27 novembre derniers, les Jeunes agriculteurs de Vaucluse et la FDSEA 84 (Fédération départementale des syndicats d'exploitants Agricole), se sont donnés rendez-vous sur la RN7 entre Piolenc et Orange à partir de 13h30. C'est donc dans ce secteur que la circulation devrait être perturbée.

> « Nous voulons vivre de notre travail. »

Pour l'occasion, le mouvement de contestation mettra plutôt en avant la filière viticole qui « traverse une période de crise, où les négociations sont en cours et où le négoce doit maintenir les prix face à la grande distribution, au risque de voir la filière disparaître dans la région », explique les organisateurs de la manifestation qui ont aussi reçu du Syndicat des Côtes-du-Rhône.
« Nous voulons vivre de notre travail, insistent les agriculteurs locaux. Nous voulons vivre de nos revenus et pas des aides. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Velleron : Il était une fois un village en résistance contre l'urbanisation



A Velleron, la mobilisation ne faiblit pas contre le projet de lotissement de la Grande Bastide et ses 200 logements. Ce dimanche encore, habitants, élus, associations et personnalités sont venus dire 'non' à cet aménagement qui pourrait avoir de grave conséquence sur les finances de la commune ainsi que pour sa qualité de vie.

« Il était une fois dans un charmant petit village du sud de la France : Velleron. Un Plan local d'urbanisme, un PLU, qui, en 2017, permit de passer une zone naturelle préservée de 7 hectares en zone à urbaniser et plus, plus, plus. » C'est ainsi que Philippe Armengol, maire de Velleron, a débuté son discours à l'occasion de la deuxième mobilisation contre le projet de la Grande Bastide, un lotissement de 200 logements, qui s'est déroulé ce dimanche à Velleron.
Un projet actuellement bloqué depuis avril 2022 par décision de la préfecture de Vaucluse mais qui fait l'objet d'une l'audience au tribunal de Nîmes, ce 18 décembre, où les aménageurs attaquent cette décision.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Une fable qui ne fait pas rêver

« Par l'odeur allécher, a poursuivi l'élu, deux aménageurs venus d'Occitanie, se dirent mais quelle aubaine ! Et si nous y faisions un lotissement de 200 logements, de 26 000 m2 de planchers, de 500 à 600 habitants. Quelle belle opération financière ! »

Une fable qui ne fait cependant pas rêver la municipalité actuelle qui a profité de ce rassemblement pour rappeler conséquences économiques et environnementales de ce projet.

« Nous avons estimé à 7M€ les coûts pour la commune, sans compter, bien entendu, les coûts indirects », explique Philippe Armengol. Le Grand Avignon serait ainsi obligé de redimensionner la station d'épuration par exemple. Seule solution ? Augmenter les impôts locaux de 40% : « mais on ne le fera pas » annonce déjà le maire de ce village d'un peu plus de 3 000 habitants qui précise qu'une commune comme la sienne peut 'encaisser' une croissance démographique de l'ordre de 1,3% par an. « Là on parle d'un projet qui fera augmenter la population de 20% en 1 ou 2 ans maximum. »



Comme lors de la première mobilisation fin 2021, les habitants de Velleron ont dessiné un immense 'non' contre le projet de lotissement de la Grande Bastide. Crédit : Michel Bost

Une zone naturelle préservée à… urbaniser

« C'était une Zone naturelle préservée jusqu'en 2017 qui est passé ensuite en zone à urbaniser, plus, plus, plus…, poursuit Philippe Armengol. Avec une faune, une flore très riche qu'on anéantit. Il ne faut pas se leurrer car si on bétonne 26 000 m2 de planchers là-bas et bien on anéantit tout ce qu'il y a. Il y avait une zone humide de 2 700 m2, sur 1,5 mètre de profondeur. Une zone humide qui existait et qui a été rebouchée juste avant l'étude d'impact environnemental que les aménageurs devaient faire en 2018. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Prise de responsabilité de l'Etat et soutien des élus locaux

Par les temps qui courent, le fait est suffisamment rare pour être souligné : le maire de Velleron a appelé les manifestants à applaudir les services de l'Etat. « Je veux remercier personnellement le préfet Bertrand Gaume qui a pris un Arrêté interruptif de travaux (AIT) de travaux en avril 2022 ». Une décision qui depuis a été maintenue par les services de la préfecture en Vaucluse.

Philippe Armengol a aussi salué l'appui de France Nature Environnement ou bien encore l'action du collectif les colibris noirs ainsi que les personnalités qui soutiennent la démarche (Dave, l'actrice Cécile Bois, l'acteur et doubleur Jean-Pierre Michael, Grand Corps Malade…).



Philippe Armengol, le maire de Velleron ici au micro, a reçu le soutien de très nombreux élus locaux. Crédit : Michel Bost

> « Cette démesure parle aux élus. »
>
> *Philippe Armengol, maire de Velleron*

Soulignant le nombre d'écharpes tricolores réunies lors de cette journée, Philippe Armengol détaille : « Pourquoi nos collègues élus d'autres territoires sont là ? C'est parce que cette démesure, elle leur parle. Ils se disent, 'Quoi ? 20% d'augmentation de population, faillite économique, faillite écologique, faillite sociale. Non ! Je n'en veux pas moi non plus car cela me fait peur'. Donc, on vient nous aider dans ce combat. On vient aider ce village en raison de tous ces enjeux. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

« Mais nous, on sera solidaires avec vous quand cela s'avérera nécessaire, annonce déjà le maire. Car ce que l'on défend sur Velleron, nous le défendrons ailleurs aussi. Et la fin de cette histoire, je vous le dis ici, c'est nous ensemble qui l'écrirons. » Prochain chapitre : la décision du tribunal administratif de Nîmes qui devrait être annoncée dans les 15 suivants l'audience prévue ce mercredi 18 décembre.

Velleron : le village se mobilise pour sa survie

Velleron : le village se mobilise pour sa survie



Ce dimanche 8 décembre à 10h devant la mairie, le village de Velleron appelle à la mobilisation contre un projet de lotissement de 200 logements. Pour la commune, si ce dossier devait aboutir il entrainerait des conséquences catastrophiques pour les finances de la municipalité ainsi que sur la qualité de vie de ce village de 3 100 habitants.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Mercredi 18 décembre prochain, le tribunal administratif de Nîmes est appelé à se prononcer sur le projet de lotissement de la Grande Bastide à Velleron. Un programme de 200 logements sur 7 hectares dont le chantier a débuté à l'automne 2021 avec les travaux de terrassement, les bassins de rétention, les voies d'accès… De quoi entraîner dans les semaines qui ont suivi plusieurs actions de mobilisation ayant regroupés 500, 600 et même jusqu'à 800 personnes pour ce village de 3 100 habitants.

Conséquence : en avril 2022, Bertrand Gaume, le préfet de Vaucluse d'alors, a pris un Arrêté interruptif de travaux (AIT) demandant aux promoteurs héraultais Hectare et Angelotti réunis sous la bannière 'Domaine de l'Opéra' d'abandonner leur projet en remettant en état le terrain, de déposer une demande de dérogation aux interdictions du code de l'environnement qu'ils enfreindraient avec leur chantier ou bien de proposer des mesures supplémentaires d'atténuation des risques environnementaux.



Plusieurs manifestation ont eu lieu contre le projet d'urbanisation de ce programme de logement prévu sur 7 ha. Crédit : Michel Bost

« Il y a un vrai enjeu environnemental, dénonce Philippe Armengol, maire de Velleron. Avec une perte de biodiversité de cette Zone naturelle à préserver jusqu'en 2018 avant que la précédente municipalité ne le transforme en Zone à urbaniser dans le cadre de son PLU (Plan local d'urbanisme). C'est tout l'objet de l'audience au tribunal de Nîmes ce 18 décembre où les aménageurs attaquent l'AIT du préfet. »

« Toute la population est déterminée à aller jusqu'au bout. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

Philippe Armengol, maire de Velleron

« Toute la population est déterminée à aller jusqu'au bout, poursuit l'élu également vice-président du Grand Avignon délégué à la transition écologique – eau, air et biodiversité. On est au-delà des clivages politiques. Bien sûr la population est mobilisée mais nous avons aussi le soutien des parlementaires, des maires, des conseillers régionaux, du département, du Grand Avignon, du parc du Ventoux, de l'AMV (Association des maires de Vaucluse), de l'association des maires ruraux… Tous ces élus sont solidaires car ils connaissent les conséquences pour une commune d'une telle urbanisation. Nous sommes aussi très heureux que la préfecture de Vaucluse soit en première ligne sur ce dossier. »



En 2021, de nombreux élus vauclusiens étaient déjà venus rejoindre Philippe Armengol, maire de Velleron (au micro) afin de soutenir la mobilisation contre le projet de lotissement de la Grande Bastide. Crédit : Michel Bost

Une mobilisation soutenue par un collectif particulièrement actif (les colibris noirs) ainsi que la présence de 'people' comme Renaud, Dave, l'actrice Cécile Bois, l'acteur et doubleur Jean-Pierre Michael (les voix françaises de Brad Pitt, Keanu Reeves, Ethan Hawke) ou bien encore Grand Corps Malade qui a une maison dans la commune. Côté médias, ce combat a su aussi attirer l'attention de Mediapart, du canard enchainé, de grands journaux nationaux ainsi que de nombreuses chaînes de télévision ou de station de radio.
« Selon la décision du tribunal, nous ferons appel, annonce le maire de Velleron. Parce qu'en termes de biodiversité, il y a un vrai impact. Nous sommes donc déjà prêts à continuer dans cette démarche. »

Quel impact sur le budget de la commune ?
Le maire actuel estime ainsi que l'impact économique de ce projet entrainerait 7M€ de dépenses

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

supplémentaires pour la commune.
« Ces chiffres ne sont pas annoncés à la volée, précise Philippe Armengol. Nous avons pris en compte les coûts directs et indirects liés à l'aménagement de ce lotissement : la voirie, le rond-point d'accès sur la Départementale, l'adduction à l'eau potable, le recalibrage de la station épuration, l'agrandissement de l'école… 7 M€, c'est le double de notre budget actuel qui s'élève à près de 3,5M€. »

« Si nous voulions équilibrer nos comptes, il nous faudrait augmenter les impôts de 40% ! »

« Notre évaluation n'intègre pas les dépenses des autres collectivités (Grand Avignon, Département de Vaucluse, Région Sud…) qui devront participer, d'une manière ou d'une autre, elles aussi aux financements de tous ces travaux » alerte le maire. « Et les financements qui seront mis ici, ne pourront pas aller ailleurs. Si on prend l'exemple du Grand Avignon, cela se fera au détriment d'autres raccordements à l'assainissement. En gros, si nous voulions équilibrer nos comptes, il nous faudrait augmenter les impôts de 40% ! »



Lors d'un des précédents rassemblements, les habitants avaient écrits un gigantesque 'Non' sur le terrain de football de la commune. Crédit : Michel Bost

Vers une double peine ?
Autre conséquence, avec l'arrivée de près de 600 habitants supplémentaires, la commune de Velleron franchirait largement le cap des 3 500 résidents. Un nombre qui n'est pas que symbolique : c'est aussi la limite à partir de laquelle une commune est soumise à la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) imposant un quota minimum de 25% de logements sociaux. Et avec 6% actuellement, Velleron en est très loin.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

« Notre problème c'est que nous sommes dans l'impossibilité de répondre à ces obligations de l'Etat, constate le maire. Bien que nous soyons plutôt favorables aux logements sociaux cela voudrait dire qu'il faudrait bâtir 400 logements sociaux d'un seul coup… »
Ainsi, la création des 200 logements de la Grande Bastide 'obligerait' la commune à en faire construire 400 de plus à vocation social. Le tout avec les nouvelles dépenses en matière de services et d'aménagement liées à l'afflux de cette nouvelle population.
« Avec le Zan (Zéro Artificialisation nette), nous serons dans l'impossibilité totale de créer des logements car à Velleron, en raison de nos zones naturelles ou du PPRI (Plan de prévention des risques naturels d'inondation) nous ne disposerons pas du foncier nécessaire pour pouvoir répondre aux nouvelles obligations qui vont être générées par la réalisation ce lotissement. Nous devrons donc payer des pénalités ad vitam æternam puisque nous n'atteindrons jamais les objectifs de la SRU. C'est le serpent qui se mord la queue. »



Le projet de lotissement de la Grande Bastide prévoit la création de 200 logements et l'arrivée de 500 à 700 habitants. Crédit : DR

« Nous ne sommes pas contre la création de nouveaux logements. »

« Nous ne sommes pas contre la création de nouveaux logements, insiste Philippe Armengol. Nous avons

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 1 novembre 2026

d'ailleurs fait des propositions sur un autre site où il était possible d'en réaliser entre 40 et 50. Il a aussi la possibilité d'urbaniser les dents creuses afin de permettre au village de grandir de façon cohérente avec des projets beaucoup plus facile à accompagner en termes d'aménagements tout en limitant les impacts financiers. »
En effet, alors qu'en moyenne l'augmentation pour absorber sans difficultés des populations supplémentaires est de l'ordre de 1,4% en moyenne par an pour une commune, cet éventuel bouleversement démographique de 20% constituerait dans le même temps un choc budgétaire.
« Cela sert à quoi d'être élu s'il n'y a plus aucun moyen financier et si nous ne sommes là que pour gérer une défaillance », prévient le maire de Velleron qui attendra avec impatience la décision du tribunal administratif qui devrait être rendue dans les 15 suivants l'audience du 18 décembre.

Mobilisation contre le projet de la Grande Bastide. Dimanche 8 décembre. 10h. Devant la mairie de Velleron.



L'appel à mobilisation du collectif de défense et de la commune de Velleron.Crédit : DR